

néanmoins à des conclusions que bien des décideurs africains n'osaient affirmer tout haut. Tout en vous invitant à prendre connaissance, si ce n'est déjà fait, du contenu de ce document et de ses conclusions enrichissantes, je signalerais justement qu'il énumère les erreurs et les comportements que malheureusement l'ONU est en train de récidiver au Burundi, martelant que «l'Action humanitaire ne remplace pas l'Action politique». Non seulement l'ONU- MINUAR est partie du Rwanda - ce qui n'a pas pu empêcher qu'y soient perpétrées d'autres tueries l'an dernier³⁰ - , mais elle a les mains liées au Burundi où ont lieu des exactions, comme celles constatées la semaine dernière par le HCR, témoin de la brutalité de soldats burundais dans un camp de 20 000 réfugiés hutu au nord Burundi. Malgré cela, l'ONU a défavorablement accueilli les commentaires du rapport, qui lui reprochent en gros d'avoir été au courant de ce qui se tramait, de n'avoir pas voulu s'impliquer dans un petit pays dénué d'intérêt mais surtout, et c'est ce qui nous intéresse le plus, d'avoir refusé de financer une force internationale africaine. L'ONU a plutôt considéré que ce rapport contenait «des erreurs et des appréciations non fondées»³¹. Nous ne pouvons que réitérer ce que nous déplorions dans d'autres enceintes ici au Canada, notamment devant les médias; à savoir que malgré l'intention déclamée de l'ONU de s'en remettre aux organisations régionales et africaines pour la résolution de ce conflit (après tout, c'est l'OUA qui a permis aussi que les accords d'Arusha³² voient le jour), elle les néglige. Autant la communauté économique des Grands lacs que les pays voisins et autres qui intercédèrent comme le Zimbabwe en faveur de la paix, ont été supplantés. On leur a dénié l'accès à des fonds, pourtant essentiels mais qui leur font défaut en dépit de leur bonne volonté. On notera qu'une plus grande complaisance permettra la possibilité de l'Opération turquoise française, ou alors pour changer d'exemple l'opération aux Comores. Je ne m'attarderai pas sur ces cas sinon pour mentionner combien il est important de donner la chance aux africain-e-s de réapproprier les processus dont dépendent leur destin, et de les y assister surtout en terme de coûts financiers. Sur ce dernier point sensible quelques mots.

²⁹ Là-dessus le Danemark comme d'habitude innove même s'il n'a pas associé les africains à la rédaction du document, il le leur a soumis à l'état de brouillon aux fins de critiques au sein de 2 panels regroupant: J. Chipenda, A Dieng, J Ki Zerbo; Salim A Salim, G Kayinamura, J Ngiriye, V Mwakasege

³⁰ Amnesty Internationale. Rapport 1995

³¹ Sylvana Foa, porte parole de l'ONU, en rejetant certaines des accusations, faisait plutôt valoir que le Secrétaire général escomptait consolider la mission de l'ONU; alors que Yasushi Akashi Sec. gen. pour les affaires humanitaires soutenait qu'il fallait tirer les leçons et renforcer la capacité de l'ONU à répondre aux tragédies futures, Genève (ONU, 12 Mars 1996-AFP).

³² Malgré cet accord, deux autres procédures validaient la démarche de paix tout en introduisant des nuances dans l'opérationnalisation, soit le rapport de la mission de reconnaissance de l'ONU - Septembre 1993 et la résolution du Conseil de sécurité, No 845 du 5 Octobre 1993.